

H6 - LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET REPUBLICAIN (1870-1914)

Séance 1 : 1 heure

Introduction

Doc. vidéoprojeté : « Paris en proie à la guerre civile »

Doc. vidéoprojeté : « Les Parisiens chantent *La Marseillaise* »

- En mai 1871, la France et Paris sont plongées dans une guerre civile opposant le gouvernement officiel aux insurgés. Moins de 10 ans plus tard, lorsque *La Marseillaise* devient l'hymne officiel de la République française, en 1880, l'unité nationale semble être retrouvée.
- La mise en œuvre du **projet républicain** (rétablissement d'un régime républicain en France, régime qui soit durablement accepté par les Français et qui tienne dans le temps) est donc compliquée et ce dès le rétablissement de la République le 4 septembre 1870. Les Républicains sont alors minoritaires.
- Mais l'action des Républicains, jusqu'à la Première Guerre mondiale, consiste à faire accepter cette III^{ème} République qui a été proclamée à la hâte et à faire en sorte qu'elle résiste à toutes les crises qu'elle traverse au cours des années 1880 et 1890. C'est chose faite à la veille de la guerre.
- **Problématique** : *Malgré les oppositions qu'elle rencontre, comment la Troisième République finit-elle par regrouper la majorité des Français autour d'un projet politique commun ?*

I. Un projet républicain instable : 1870-1879

A. Une République née dans un contexte très fragile

Doc. 1 page 152 : « La proclamation de la République »

Doc. 4 page 153 : « Une Assemblée nationale monarchiste (février 1871) »

- Suite à la défaite militaire de Napoléon III face à la Prusse, la **III^{ème} République est proclamée** à Paris le **4 septembre 1870**. Le gouvernement ne parvient pas à renverser le rapport de force avec la Prusse et il décide de signer l'armistice avec la Prusse le 28 janvier 1871, au prix de conditions de paix très dures (notamment la perte de l'Alsace et de la Moselle).
- En février 1871, les royalistes remportent les législatives et disposent d'une forte majorité à la Chambre des députés. Ils ont fait campagne sur la paix. **Adolphe Thiers** est nommé chef du gouvernement de la République, alors que le régime ne possède pas encore d'institutions.

Point de passage et d'ouverture 1 : « 1871 : Louise Michel pendant la Commune de Paris »

Doc. 3 page 155 : « L'insurrection du 18 mai 1871 »

Doc. 5 page 155 : « La Semaine sanglante »

Consigne : En analysant les documents, vous mettrez en évidence l'idéologie qui guide Louise Michel, les actions qu'elle met en œuvre pendant la Commune ainsi que l'échec de son action.

Point méthode : Analyser deux documents d'Histoire

- en introduction, présenter les documents (nature, auteur, date et contexte, thèmes et source) puis annoncer le plan suggéré par la consigne ;
- dans le plan, commencez par faire des références aux documents (citations, descriptions...) avant de les expliquer ensuite par des connaissances.

- En **mars 1871**, la **Commune de Paris** (pouvoir municipal souhaitant autogérer la ville) est élue : elle s'affranchit du gouvernement installé à Versailles. Les Communards, comme **Louise Michel**, sont imprégnés de l'idéologie socialiste (« révolution » dans le doc. 3 ; « drapeau rouge » dans le doc. 5) : elle est la figure féminine la plus emblématique de l'extrême gauche parisienne.
- Les Communards veulent empêcher que les soldats enlèvent « les canons » (doc. 3), ils dressent des « barricades » (doc. 5) et ils « allument comme des torches les Tuileries, le Conseil d'État, la Légion d'Honneur, la Cour des Comptes » (doc. 5) : ils incendient les bâtiments officiels.
- Mais l'action des communards échoue : dans le doc. 5, on lit « la tuerie en masse avait eu lieu quartier par quartier [...] puis vint la chasse au fédéré ». Début avril 1871, Thiers envoie plus de 100 000 soldats reprendre le contrôle de Paris. Du **21 au 28 mai 1871**, les troupes répriment l'insurrection avec une grande violence : c'est la « **Semaine sanglante** ».

B. L'échec des tentatives de restauration monarchique

Doc. 1 page 156 : « Les divisions entre monarchistes »

Doc. 2 page 156 : « Les institutions de la III^{ème} République »

- La forme du régime n'est toujours pas fixée. Les royalistes défendent l'idée d'un retour à la monarchie mais leur candidat au trône, le **comte de Chambord**, refuse l'adoption du drapeau tricolore (il veut le drapeau blanc de la monarchie absolue). Cette position empêche un large rassemblement autour de sa personne. Thiers, désigné Président de la République par la Chambre des députés en août 1871, dessine les contours d'une République conservatrice.
- En 1873, les monarchistes écartent Thiers et élisent un des leurs, **Mac Mahon**, à la présidence de la République. Son gouvernement impose le programme de l'Ordre moral (alliance des partis conservateurs) et promet de renouer avec les valeurs de l'Ancien régime. En novembre 1873, une loi porte le mandat du Président à 7 ans, afin de laisser le temps de préparer la restauration.
- Mais les victoires des républicains lors de nombreuses élections partielles contrarient les projets royalistes : l'opinion publique évolue et se prononce majoritairement pour la **souveraineté populaire** (pouvoir donné aux citoyens de choisir et de décider par le vote). Entre **février et juillet 1875**, un compromis entre les républicains modérés (prêts à s'allier avec d'autres partis) et les monarchistes libéraux (monarchistes modérés et attachés au respect des libertés individuelles et collectives) aboutit au **vote de lois constitutionnelles**, qui fixent le fonctionnement de la III^{ème} République : le Président est élu par les deux assemblées (Chambre des députés et Sénat). Le régime prend une forme parlementaire.

C. Une percée des républicains à la fin des années 1870

Doc. 4 page 157 : « La Chambre des députés après les élections législatives de 1876 »

Doc. 3 page 163 : « Une place et une statue pour la République dans Paris »

- Lors des élections législatives de 1876, les Français confirment leur attachement au nouveau régime : les républicains l'emportent largement. Il en est de même en octobre 1877, lorsque Mac Mahon et les monarchistes essayent de reprendre la main par une dissolution de la Chambre des députés (qui échoue) : la majorité républicaine de 1876 est confortée.
- Les Républicains doivent donc conserver leurs soutiens électoraux. **Léon Gambetta**, figure majeure parmi les députés républicains, considère que la moyenne bourgeoisie des villes doit être le soutien naturel de la République et qu'il faut diffuser l'idéologie républicaine dans les campagnes où elle est encore peu présente et parfois peu acceptée.
- En janvier 1879, Mac Mahon démissionne : il est remplacé par le républicain modéré **Jules Grévy**. En juin 1879, les deux assemblées quittent Versailles pour retrouver Paris. Les premiers symboles républicains manifestent cette victoire : Marianne devient l'incarnation de la République. À Paris, le gouvernement commande une statue de la République qu'il fait installer au centre de la place du Château d'Eau, rebaptisée Place de la République pour l'occasion.

II. Un projet républicain mis en place : 1879-1892

A. Un régime qui est stabilisé au plan politique

Doc. 1 page 158 : « La liberté de réunion »
Doc. 2 page 158 : « La liberté de la presse »
Doc. 1 page 166 : « Contre le vote des femmes »

- Président à partir de 1879, Jules Grévy renonce à dissoudre la Chambre des députés et se met en retrait. Le débat entre les partisans d'un régime présidentiel fort et les partisans d'une République parlementaire est tranché par la pratique politique : la réalité du pouvoir se trouve à la Chambre des députés. La figure majeure est celle du parlementaire, député ou sénateur, incarnée par des orateurs comme des hommes comme Léon Gambetta.
- Le vote de lois consolide le régime. Les lois sur la liberté de la presse et sur la liberté de réunion sont votées en 1881 ; la révision constitutionnelle de 1884 déclare « intangible » la forme républicaine du gouvernement. Ces lois forment le socle du modèle français de la démocratie libérale (régime politique fondé sur le respect des droits et des libertés des individus).
- Les Français font l'apprentissage du débat d'idées lors des campagnes électorales. Le suffrage universel (droit de vote accordé à l'ensemble des citoyens, sans condition de revenu ou de naissance) est exclusivement masculin : mais les femmes en sont exclues. Certaines femmes, comme Léontine Arman de Caillavet, tiennent des salons littéraires et politiques à Paris, fréquentés par l'élite intellectuelle et mondaine de l'époque.

B. Une culture républicaine diffusée parmi les Français

Point de passage et d'ouverture 2 : « 1885 : Les funérailles nationales de Victor Hugo »
Doc. 5 page 165 : « Un témoin raconte »
Doc. 6 page 165 : « L'hommage du pouvoir républicain »
Consigne : En analysant les documents, vous mettrez en évidence les hommages rendus à Victor Hugo, la façon dont la République tente d'associer les Français aux funérailles et dont elle se célèbre elle-même au cours de ces funérailles.

Point méthode : Analyser deux documents d'Histoire

- en introduction, présenter les documents (nature, auteur, date et contexte, thèmes et source) puis annoncer le plan suggéré par la consigne ;
- dans le plan, commencez par faire des références aux documents (citations, descriptions...) avant de les expliquer ensuite par des connaissances.

- Le régime accorde divers honneurs à Victor Hugo : son cercueil est d'abord installé sous l'Arc de triomphe puis le convoi funéraire traverse Paris. Enfin, le Panthéon est sécularisé pour accueillir la dépouille du grand homme (doc. 5) et de vibrants discours d'hommage sont prononcés par les principaux responsables politiques républicains (doc. 6).
- Les Français sont invités à veiller le catafalque dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin 1885, puis à se rendre sur le trajet emprunté par le cortège funéraire et à investir la place du Panthéon (doc. 5). Le corps de Victor Hugo est placé dans le Panthéon le 1^{er} juin 1885.
- La République ne manque pas de se célébrer à cette occasion : le trajet emprunté par le cortège passe devant les grands lieux du pouvoir républicain sous la III^{ème} République (Élysée/Présidence ; Palais Bourbon/Chambre des députés ; Luxembourg/Sénat). Le Président de la Chambre des députés ne manque pas de rappeler qu'Hugo était un grand partisan de la République « trahie » (par le coup d'État napoléonien de 1851), puis de la République « triomphante » (doc. 6) dont il partage les valeurs (« liberté, fraternité [...] justice, humanité ») et pour laquelle il exerça divers mandats (sénateur, député : voir doc. 1).

Doc. 5 page 161 : « La mairie et l'école publique d'Arcy-sur-Cure »

Doc. 3 page 160 : « La loi Ferry de 1882 »

- La diffusion de la **culture républicaine** (ensemble des symboles et des pratiques politiques et sociales qui incarnent le régime républicain) se poursuit. Des symboles et des célébrations facilitent l'identification des Français au nouveau régime. En **1880**, le **14 juillet est adopté comme fête nationale**. Bals populaires et inaugurations de bustes de Marianne sont organisés à travers tout le pays. La mairie, dont la présence est obligatoire dans chaque commune depuis la loi du 5 avril 1884, devient le lieu privilégié de la démocratie locale, lieu de la République.
- En **1881**, le ministre de l'instruction publique, **Jules Ferry**, fait voter la **loi sur la gratuité de l'enseignement primaire**. En **1882**, il rend **l'école laïque et obligatoire** jusqu'à 13 ans. La loi de 1886 sur l'enseignement primaire laïcise le personnel enseignant : des milliers d'instituteurs sont formés dans les écoles normales. En dix ans, 20 000 écoles sont construites. Ces lois visent à favoriser l'acquisition d'un libre arbitre face à l'influence du clergé et des notables. Elles doivent permettre aux futurs **citoyens** (personne disposant de droits et de devoirs au sein d'un régime politique) d'exercer leurs droits dans le cadre du suffrage universel.
- La presse libre favorise le débat d'idées. D'information ou d'opinion, la presse possède de nombreux titres. Soixante-dix journaux politiques sont publiés à Paris en 1881, se répartissant à parts égales entre républicains et royalistes. Les années 1880-1910 sont une période faste pour la presse écrite, qui est la principale source d'informations. Les dessinateurs mettent en scène l'information dans des suppléments illustrés des grands journaux. Ainsi, le supplément illustré du dimanche du *Petit Journal*, grâce à l'invention de l'illustration couleur en 1884, atteint des tirages d'un million d'exemplaires en 1895.

C. Des résistances qui sont néanmoins surmontées

Doc. vidéoprojeté : « La République impie »

Doc. vidéoprojeté : « Rompre avec le gouvernement ? »

Doc. 2 page 170 : « Contre la III^{ème} République »

- Fidèles au **pape Pie IX**, qui est hostile à la République, les milieux catholiques constituent le foyer principal de résistance au nouveau régime, particulièrement dans les campagnes. Cependant, en 1892, l'appel du **pape Léon XIII** à ne plus s'opposer systématiquement à la République marque un tournant. Si les catholiques restent défavorables à la politique de laïcisation de l'enseignement, ils se rallient progressivement au régime. L'idée d'une restauration monarchique est de moins en moins défendue.
- Le projet d'intégration républicaine se heurte également à une forte résistance du mouvement ouvrier. Pour nombre de ses acteurs, l'amélioration de la condition ouvrière provoquée par la Commune de Paris et sa conclusion violente ne s'est pas refermée. Mais la division du mouvement socialiste en de nombreux partis l'empêche toutefois de déstabiliser le régime.
- Ministre de la guerre en janvier 1886, le **général Boulanger** jouit d'une grande popularité. Écarté du gouvernement en mai 1887, il remporte plusieurs élections. Les partisans d'un régime autoritaire voient en lui l'homme providentiel. Mais le mouvement boulangiste se désorganise rapidement. L'**Exposition universelle de 1889** est l'occasion pour la République de célébrer le centenaire de la Révolution et, par la même occasion, de manifester la solidité du régime. Elle s'incarne par la construction de la Tour Eiffel, qui aurait dû être détruite à la fin de l'Exposition.

III. Un projet républicain consolidé : 1892-1914

A. Une République confrontée à de nombreuses crises

Doc. 6 page 171 : « Attentat anarchiste contre la Chambre des députés (9 décembre 1893) »
Doc. vidéoprojeté : « Un dîner en famille, caricature de Caran d'Ache, 13 février 1898 »

- Les tensions sociales augmentent au cours des années 1890. Le pouvoir républicain réprime violemment les nombreuses grèves et les manifestations ouvrières. L'**anarchisme** (idéologie prônant l'usage de la violence pour détruire l'État, considéré comme un frein aux libertés) se développe, qui défend le recours à la violence pour promouvoir l'affirmation des libertés individuelles en dehors de toute autorité institutionnelle. **Auguste Vaillant**, qui appartient à ce mouvement, lance une **bombe à la Chambre des députés** le **9 décembre 1893**. Le président **Sadi Carnot** est **assassiné par un anarchiste** italien en **1894**. Le gouvernement, inquiet de la montée des violences, fait voter des lois qui limitent la liberté de la presse : des journaux anarchistes sont interdits. Les socialistes dénoncent ces lois sous le nom de « lois scélérates ».
- En **1894**, éclate l'**affaire Dreyfus**. Le capitaine **Alfred Dreyfus**, accusé à tort d'espionnage au profit de l'Allemagne, est condamné à la déportation à vie en décembre 1894. La nouvelle droite, antiparlementaire, **xénophobe** (peur de l'étranger) et **antisémite** (haine du juif), y voit l'occasion de dénoncer un régime républicain qui affaiblit le pays. Les défenseurs de Dreyfus sont des républicains qui s'appuient sur les Lumières et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. L'opinion publique est profondément fracturée. Dreyfus est officiellement **innocenté et réhabilité en 1906**. Les valeurs républicaines, désormais mieux définies, l'ont emporté.

Point de passage et d'ouverture 3 : « 1905 : La loi de séparation des Églises et de l'État »

Doc. 2 page 174 : « Aristide Briand défend la nécessité d'une séparation »

Doc. 4 page 175 : « Hostilité d'un député catholique envers la séparation »

Consigne : En analysant les documents, vous mettrez en évidence les arguments des républicains favorables à la séparation puis les arguments des catholiques hostiles à celle-ci.

Point méthode : Analyser deux documents d'Histoire

- en introduction, présenter les documents (nature, auteur, date et contexte, thèmes et source) puis annoncer le plan suggéré par la consigne ;
- dans le plan, commencez par faire des références aux documents (citations, descriptions...) avant de les expliquer ensuite par des connaissances.

- Le député socialiste **Aristide Briand**, chargé de préparer les travaux sur la **loi de séparation des Églises et de l'État**, votée en **décembre 1905**, prononce ce discours peu après une nouvelle et vive tension entre l'Église catholique et le pouvoir républicain (en 1904) qui a interdit d'enseignement les congrégations religieuses. Briand constate qu'au lieu de rester neutre et loyale envers le pouvoir républicain, l'Église catholique, qui a bénéficié des largesses budgétaires de l'État, n'a pas cessé de s'opposer au régime : en soutenant Mac Mahon contre les députés républicains lors de la crise de mai-octobre 1877, puis le boulangisme (*via* les monarchistes) de 1887 à 1890, et plus « récemment » les antidreyfusards (*La Croix*) depuis 1898.
- Le député catholique Albert de Mun reproche à cette loi de s'inspirer de la politique bismarckienne violemment anticatholique (la « *kulturkampf* »), de voler l'Église (biens ecclésiastiques) et de favoriser sa ruine en refusant désormais de rémunérer le clergé sur les fonds publics et de financer l'entretien des édifices religieux. De plus, la loi a été discutée et votée sans aucune concertation avec le chef de l'Église catholique.

B. La consolidation intérieure de la III^{ème} République

Doc. 5 page 195 : « La création de la Section française de l'Internationale ouvrière »

Doc. 1 page 167 : « Pourquoi la femme doit voter »

- Les populations des campagnes se rallient progressivement à la République. Elles ont un meilleur accès à l'information grâce au courrier et à la presse, et voyagent plus facilement grâce au chemin de fer. La paysannerie est mieux intégrée à la nation. Les valeurs de la République sont de plus en plus partagées : le député et le maire s'impose comme des figures locales.
- La classe ouvrière est, elle aussi, mieux intégrée à la République. En 1905, l'unification du mouvement socialiste au sein de la SFIO (nom du parti socialiste ouvrier en France) se fait sur le principe de la lutte des classes. Le syndicalisme ouvrier, autorisé depuis 1884, se construit sur les mêmes bases. La charte d'Amiens de 1906 ancre la CGT dans le camp révolutionnaire (courant socialiste visant à la mise en application du projet socialiste par la révolution). Mais sous l'influence de Jean Jaurès, persuadé que le socialisme (idéologie prônant l'égalité sociale par la lutte des classes) ne peut pas se construire en dehors de la République, le réformisme (courant du socialisme qui prône la mise en application du projet socialiste par les élections) se renforce et le socialisme trouve finalement sa place au sein de la République.
- Les femmes restent pourtant toujours exclues de la vie politique. La question du droit de vote des femmes gagne de l'importance dans le débat public. Un mouvement féministe (idéologie luttant pour les droits des femmes) se structure autour de journaux et d'associations. Marguerite Durand et Maria Vérone animent le journal *La Fronde*, entièrement géré par des femmes. Avec Hubertine Auclert et Madeleine Pelletier, ce sont les premières suffragettes (mouvement apparu en Europe à la fin du XIX^{ème} siècle visant à obtenir le droit de vote pour les femmes) qui voient le jour. Elles font du droit de vote une condition de l'amélioration du sort des femmes et de la moralisation de la société. Mais les résistances demeurent. La majorité de la classe politique ne souhaite pas que les femmes deviennent citoyennes à part entière.

C. La consolidation extérieure de la III^{ème} République

Doc. vidéoprojeté : « L'Alsace suppliant la France : Ne nous oubliez pas »

Doc. vidéoprojeté : « Départ d'une colonne de soldats du 66^{ème} régiment d'infanterie... »

- Il existe des contradictions entre les principes universalistes de la III^{ème} République (« Liberté, Égalité, Fraternité ») et sa politique coloniale. La République des années 1900 fait le choix d'une politique impérialiste en menant des conquêtes : pour les justifier, elle reprend le discours de Jules Ferry sur la « mission civilisatrice » de la France vis-à-vis de ces peuples.
- Les tensions avec l'Empire allemand tendent à placer la défense de la patrie au cœur des discours. La perte de l'Alsace et de la Moselle reste une plaie ouverte pour beaucoup de Français. La frontière est de plus en plus étroite entre le patriotisme (attachement et dévouement envers sa patrie) républicain et le nationalisme (mouvement politique qui revendique pour une nationalité le droit de former une nation). En 1913, lors du vote sur la loi portant le service militaire à trois ans, seuls certains socialistes défendent le pacifisme (doctrine ou action de ceux en faveur du maintien ou du retour de la paix) avec force.
- Toutes ces contradictions ne parviennent pas à fragiliser véritablement le consensus républicain. En août 1914, ce sont des citoyens qui partent au combat, sans euphorie aucune, mais dans une grande discipline républicaine.

Conclusion

- Entre 1870 et 1914, la mise en place du projet républicain est longue et compliquée parce que la République est proclamée à la hâte en 1870, parce que les Républicains sont d'abord minoritaires.
- Il faudra un long travail pour persuader les Français du bien-fondé de ce régime, à grand renfort de propagande républicaine. Cette propagande efficace permet à la République de surmonter les crises.